



LA FÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE ARMÉNIENNE DASHNAGTSUTYUN, LE PARTI JEUNE TURC ET LE GÉNOCIDÉ DES ARMÉNIENS

(9)

3^e Année

N^o 14

Janvier 1911.

Mècheroutiette

“CONSTITUTIONNEL OTTOMAN”

Organe du Parti Radical Ottoman

(M. Frédéric Masson a parlé fort éloquemment des massacres d'Adana dans son discours sur les prix de vertu à l'Académie Française. Il n'a pas accusé directement, sans doute pour des raisons d'ordre diplomatique, le Comité « Union et Progrès » qui, alors comme maintenant, détenait le pouvoir, d'avoir provoqué et encouragé ces massacres.

L'Indépendance Belge comble cette lacune, L'Indépendance Belge a publié le récit d'une entrevue qu'eut un de ses correspondants avec M. Babikian, député, chargé de faire, avec son collègue du Parlement, Youssouf Kemal bey, et MM. Mostditchian et Faiq bey, une enquête sur ces massacres.

Nous reproduisons ci-dessous quelques passages de cette interview en faisant remarquer tout d'abord que M. Babikian est mort peu après et que cette mort servait trop les intérêts du gouvernement pour n'être pas suspecte.

L'Indépendance Belge, 11 décembre 1910. — Lettre de Syrie. « Je n'appartiens à aucun comité arménien, dit M. Babikian, et je suis membre du Comité Union et Progrès.

J'ai fait des tournées dans l'intérieur du vilayet, à Erzin, à Deurt-Yol, à Hadjin, après chaque affaire, et j'ai là les dossiers complets. A Hadjin, c'est tel notable musulman qui, dès le lendemain de la Constitution, chercha à former un groupe réactionnaire. Les documents officiels y relatifs ont été alors transmis au vali, qui les amis sous le

tapis sans poursuivre les coupables. Dans tel village, même mouvement et même indulgence. J'en emporte les preuves. Ailleurs, même rébellion provoquée par le mufti et ses suppôts, qui ne furent pas plus inquiétés par le gouverneur Djevad bey. Enhardi, ce mufti a profité des troubles d'avril pour provoquer les massacres dans les environs. Emprisonné une première fois (pour la forme), on l'eut vite relâché.

A mon interrogatoire, il nia carrément. J'ai voulu découvrir s'il y a quelque corrélation entre ses exploits et les tueries d'Adana. La recherche dans les archives ne me donna rien : nulle dépêche privée ou chiffrée n'y faisait allusion. Alors, ce devait être quelque communication télégraphique entre employés et non enregistrée. Le télégraphiste nia net. « Dans ces conditions, lui dis-je, vous allez signer une déclaration assumant toute responsabilité si nous venons à découvrir pareille communication ! »

L'employé, interloqué, hésita, refusa. Je le pressai : « Alors, on vous a télégraphié? » Acculé, le télégraphiste finit par avouer qu'une dépêche (dite de service, non enregistrée), lui avait annoncé les massacres d'Adana. Le fameux mufti prévenu n'eut point de peine à amener ses fidèles et à exécuter un massacre général. Nous le fîmes alors écrouer derechef... Mais soyez sûr, ajouta M. Babikian, derechef on ne tardera pas à le relâcher. » Cet aveu du député allait au-devant de mes questions : il me révélait— ce que je savais déjà fort pertinemment— le sentiment du gouvernement constitutionnel approuvant les exploits du fanatisme islamique. J'étais désormais fixé.

M. Babikian poursuivit : Les menées antérieures de ce mufti contre la Constitution avaient été dûment dénoncées au vali, qui le couvrit d'un coupable silence. Et ce vali, traduit — pour la forme — devant la Cour martiale, se disculpa aisément en déclarant qu'il n'avait pas les forces nécessaires pour réprimer l'insurrection et que Constantinople, malgré ses demandes réitérées, ne lui en accorda point. Mais c'était un mensonge effronté, car le vali fit cesser la tuerie dès qu'il le voulut, et son excuse ne prouve que la connivence du gouvernement central avec les massacreurs. — Mais alors, Monsieur Babikian, la Cour martiale ajouta aux atrocités commises et prononça les arrêts les plus iniques? N'est-ce pas une monstruosité que de pendre ces six malheureux Arméniens absolument innocents, puisque réfugiés dans les missions françaises ou américaines durant toute la bagarre? — C'est déplorable, fit le député, mais qu'y pouvons-nous? L'armée pour nous est chose sacrée : à elle, nous sommes redevables de la Constitution ; elle est la force, elle est tout ! — Mais alors, pourquoi votre commission d'enquête?

Vous n'exercez aucun contrôle sur les manœuvres des cours martiales ? — Non, monsieur, nous sommes purement et simplement chargés de rechercher les origines des troubles et d'en établir les responsabilités. — Et le second massacre, qui fit oublier le premier tant il le surpassa en gravité? C'est l'armée jeune-turque, c'est l'armée libératrice qui l'exécuta? — Oui, répond le député ; mais on put l'excuser en prétendant que les Arméniens le provoquèrent par leur fusillade contre ces troupes fraîchement débarquées.

Tout d'abord, les chrétiens, dès la conclusion (traîtresse et mensongère) de la paix, au lendemain des premières tueries, ont été complètement dépouillés de toutes leurs armes. On ne toucha point aux armes des Turcs. En outre, le quartier culminant qui borde l'emplacement de ces troupes est exclusivement turc; c'est de là qu'on tira sur les soldats. De ce côté, nulle habitation chrétienne n'a vue sur les fentes militaires et, pour mieux le prouver, nous montâmes au haut de notre grand clocher ; eh bien ! même de si haut, nous ne pûmes point apercevoir le moindre bivouac. Fallait-il donc prétendre que les chrétiens —absolument désarmés— aient fait faire à leurs balles la trajectoire par-dessus le tertre musulman avec tant de précision qu'elles allassent atteindre les troupiers? Les Turcs ont tiré et les compères ont excité les nouveaux soldats contre les chrétiens: « Tenez ! Vous voilà, vous aussi, attaqués « par ces giaours que vous venez protéger! » leur dirent-ils. Il n'en fallut pas davantage pour déchaîner la rage aveugle du soldat turc. « D'ailleurs, ce ne fut qu'un prétexte, car l'un de ces Rouméliotes avoua, en débarquant à Mersine, qu'ils venaient achever la boucherie chrétienne et un autre l'écrivit à ses parents... Donc, nos massacres sont commandés par la Jeune-Turquie. Et comment expliquez-vous que tous ces soldats « libérateurs » se soient immédiatement répandus à travers les quartiers chrétiens le soir de leur arrivée, qu'ils aient tiré sur quiconque ils rencontraient et que les incendies reprenaient sur tous les points à la fois, même dans les établissements étrangers !

Les foules, affolées par la fusillade assourdissante, traquées par les flammes, courent éperdues. « Qu'est-ce donc? — Rien, djamouz effendi! (un buffle s'est emballé)», répondaient ironiquement et régulièrement les troupiers, dont bon nombre ne prononçaient même pas bien le turc! Toute cette affaire était fort bien montée d'avance. M. Ali Guêrguêrli, qu'on croyait être assez humain pour ne pas partager la fureur fanatique de ses congénères, ne put trouver un mot d'explication tendant à excuser l'explosion de sauvagerie des troupes jeunes-turques. « Mes confrères, dit M. Babikian, ont constaté de visu avec moi l'impossibilité de cette attaque du camp rouméliote par une fusillade chrétienne. » Je dus prendre congé de M. Babikian.

Je m'aperçus que j'avais oublié de le questionner sur plusieurs points de capitale importance, comme la cause initiale de ces massacres d'Arméniens et le nombre des victimes. Je lui ai demandé s'il n'y avait pas indiscretion à publier son interview avec les restrictions imposées par la délicatesse de sa situation. — Je ne crains pas la franchise, me répondit-il ; mais veuillez ajouter que j'ai confiance dans l'armée». J'espérais revoir longuement M. Babikian, mais il partit à l'improviste en me recommandant d'interviewer M. Emmanuel Carasso, l'éminent député israélite de Salonique, fondateur de l' « Union et Progrès », et qui devait poursuivre son enquête à Adana.

Mais l'iniquité de la Cour martiale, sanctionnée toujours par Constantinople, était telle qu'il n'y avait plus à enquêter. Le gouvernement ne cachait point son sentiment pour les massacres : Babikian et les deux délégués gouvernementaux et le Mutessarif de Mersine, qui avait protégé sa ville, tous favorables aux chrétiens dans leur rapport d'enquête, s'embarquèrent au milieu de l'indifférence officielle. Youssouf Kémal bey, qui refusa de signer leur rapport, partit quinze jours après, escorté par la musique militaire et les autorités locales. Le Mutessarif fut transféré en plein Kurdistan sous

prétexte d'avancement, et je crois qu'il traîne encore à Constantinople pour racheter sa disgrâce et obtenir un poste en pays moins sauvage.

Depuis, j'ai voulu écrire à M. Babikian : comme un coup de foudre, la nouvelle de sa fin subite jeta la consternation dans le monde chrétien de Turquie et à beaucoup cette mort subite apparut enveloppée d'un certain mystère.

6^e ANNÉE

N° 113

1^{er} JUIN 1913

Correspondance d'Orient

REVUE BIMENSUELLE DE POLITIQUE ETRANGÈRE

Directeur : D^r Georges SAMNÉ

ARMENIE Les vêpres arméniennes. — Un document. — Agop effendi Babikian avait été chargé, à la suite des massacres d'Adana, d'une enquête officielle. Ce que l'on apprit, par avance, de son rapport, parut au comité Union et Progrès tellement compromettant pour le rôle de ses adhérents à Adana et dans le vilayet, qu'on réussit à empêcher la remise de ce rapport ; en même temps Agop effendi Babikian mourait subitement, coïncidence fâcheuse ! Notre confrère ottoman M. Saim Lévy a eu communication de la minute du rapport non publié, par le propre neveu d'Agop effendi Babikian. C'est sûr ce brouillon qu'il a fait le résumé qu'on va lire :

Les massacres d'Adana furent préparés de longue main.

Abdul Hamid n'est pas étranger à ce mouvement qui a coïncidé avec le coup d'Etat perpétré à Constantinople le 13 avril 1909.

Quatre jours avant le premier massacre, Djevad bey, vali d'Adana, reçut deux dépêches chiffrées. La première était adressée par Assaf bey, mutessarif (sous-gouverneur) de Djebeli Berekèl, qui accusait le plus ancien fonctionnaire de la localité, Ali bey, président du Club Union et Progrès, de fomenter des troubles. La seconde émanait de l'accusé Ali bey, qui dénonçait Assaf bey comme organisateur d'un mouvement réactionnaire. Djevad bey n'accorda aucune importance à ces communications et les mit sous le tapis.

Le 11 avril 1909, deux jours avant le premier massacre, les divers chefs religieux d'Adana, qui avaient été informés sur les événements qui se préparaient, se rendirent chez le vali et chez le Commandant militaire Moustafa Remsi pacha pour leur faire part de leurs appréhensions. « Il se passe quelque chose d'anormal, Excellences, dit le prêtre arménien ; nous ne sommes pas fixés sur la nature du mouvement qui se prépare, mais il me nous inspire pas moins de très graves

inquiétudes. » Les autres chefs religieux parlèrent dans le même sens. Pour toute réponse, Djevad bey et Hemzi pacha rirent au nez des visiteurs, qui se retirèrent mortifiés. La veille des premiers troubles, vers le tard, un Arménien fut tué en pleine rue. Ni le vali ni le commandant ne s'en inquiétèrent.

Durant la soirée toutes les demeures et boutiques arméniennes furent marquées d'un signe très visible. Ayant su la chose, les commerçants et artisans arméniens ne voulurent pas sortir de chez eux le lendemain. Apprenant que le marché restait fermé, le vali ordonna à un fonctionnaire arménien d'aller inviter la population à vaquer à ses occupations ordinaires. Le fonctionnaire avait fait à peine quelques pas vers le marché qu'il vit se dresser devant lui le redoutable repris de justice Arap Mahmout suivi de quatre individus au mine patibulaire. Sans autre forme de procès Arap Mahmout se précipita sur le malheureux fonctionnaire et lui porta un coup de poignard mortel.

Ce fut le signal du massacre. Arap et ses compagnons s'en vont vers les quartiers mahométans, criant que les Arméniens viennent d'assassiner quatre musulmans; deux hommes et deux femmes. Le directeur de la police veut arrêter les propagateurs de ces bruits et l'assassin Arap Mahmout qui sont menés au poste. La foule musulmane pénètre de force dans les bureaux et délivre les malfaiteurs.

Le vali et le commandant, mis au courant des faits, se rendent au local municipal contigu à celui de la police. Là, sous leurs yeux, un conseiller arménien, Artin Chadrikian est tué et déchiqueté. La foule, énorme, se répand dans les rues. Comme à Constantinople, là, horde sanguinaire est coiffée du traditionnel turban et armée de poignards et de matraques. A la vue de ces masques grimaçants, une partie des Arméniens veut fuir, l'autre se barricade dans les maisons. La foule fanatisée et hurlante se rue sur tout ce qui a face d'Arménien et frappe, frappe, avec la dernière cruauté, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le spectacle est hideux. Durant quatre jours et (quatre nuits, les sauvages ne quittèrent pas le quartier des affaires et les quartiers arméniens. Toutes les boutiques fermées furent pillées, l'argent et les (marchandises volés et le feu mis aux objets difficiles à transporter.

Le siège des maisons marquées fut rude. Les habitants se défendirent avec désespoir, tuant les assaillants par dizaines, ce qui rendait les enturbannés plus féroces. Les portes finissaient par être enfoncées. Les hommes étaient ligotés, les femmes et les jeunes filles violées, éventrées et arrosées de pétrole. Quand le pillage était consommé sous les yeux des pères, des maris, des frères et des enfants, les hommes étaient assommés et le feu destructeur couronnait l'œuvre. Il y eut un entracte de six jours durant lesquels, sous prétexte de rétablir l'ordre, le vali et le commandant désarmèrent par la force les survivants parmi les Arméniens qui avaient vendu ou défendu très chèrement leur vie, tuant les réactionnaires comme des mouches, faisant de véritables hécatombes. Mais le septième jour, les massacres recommencèrent. Durant toute une semaine ce fut un carnage. Tout ce qui avait survécu de chrétiens — en totalité Arméniens— fut (massacré avec une sauvagerie inouïe. Ces scènes épouvantables n'étaient rien, comparées à ce qui s'était passé hors des portes d'Adana. Les nouvelles de l'intérieur commencèrent à arriver.

Les détails étaient navrants. Ceux des habitants des campagnes qui avaient été surpris furent égorgés, sans quartier, jusqu'au dernier. Ceux qui avaient vu les hordes approcher luttèrent avec vaillance. Ils restèrent debout tant qu'ils disposaient de cartouches, de haches, de tous objets qui offraient un moyen de résistance. Les femmes arméniennes firent preuve d'un courage surhumain dans ces circonstances tragiques. Finalement, à bout de forces, ceux qui s'étaient défendus subirent le même sort que les autres. Durant des semaines, des centaines de villages arméniens qui avaient été dévastés et les habitants massacrés, flambèrent, et les flammes projetèrent, le soir, dans la campagne désolée, de sinistres lueurs. Plus de 20.000 âmes furent ainsi sacrifiées à la fureur des hordes fanatiques. Par la faute du vali Djevad bey, du mutessarif de Djabeli-Bereket, Assaf bey, du commandant militaire **Remsi pacha et de trois à quatre autres tortionnaires, 80.000 femmes et enfants arméniens sont restés sans soutien, sans appui, sans foyer et maudissent le régime turc disqualifié à jamais.**

Traduit du turc par SAM LÉVY.

Le 07.07.2017

WAN

©Western Armenia News